

20251115 Le Monde

https://www.lemonde.fr/international/article/2025/11/15/le-royaume-uni-va-limiter-la-protection-accordee-aux-refugies-annonce-le-gouvernement_6653587_3210.html

Au Royaume-Uni, le gouvernement travailliste durcit sa politique à l'égard des réfugiés

La durée des autorisations de séjour va être ramenée de cinq ans à trente mois, et le délai nécessaire pour devenir résident permanent va passer de cinq à vingt ans. Les demandeurs d'asile n'auront plus droit automatiquement aux aides sociales.

Le Monde avec AFP



La ministre de l'intérieur britannique, Shabana Mahmood, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, à Peacehaven (Royaume-Uni), le 23 octobre 2025. PETER NICHOLLS / VIA REUTERS

Confronté à la montée de l'extrême droite, le Royaume-Uni continue de durcir sa politique d'immigration. Le gouvernement travailliste va réduire la protection accordée aux réfugiés, qui seront « *forcés de rentrer dans leur pays d'origine dès qu'il sera jugé sûr* », a annoncé, samedi 15 novembre, le ministère de l'intérieur dans un communiqué.

La durée de leur autorisation de séjour va être ramenée de cinq ans à trente mois, et le délai nécessaire pour demander à devenir résident permanent va, lui, être multiplié par quatre, de cinq à vingt ans, a-t-il précisé. Les réfugiés qui souhaitent devenir résidents permanents plus vite « *devront travailler ou étudier* », a-t-il encore ajouté.

Par ailleurs, les demandeurs d'asile ne bénéficieront plus d'un accès automatique aux aides sociales (logement et allocations financières). Le gouvernement veut supprimer ces aides « *pour ceux qui ont le droit de travailler et qui peuvent subvenir à leurs besoins, mais choisissent de ne pas le faire, ou pour ceux qui enfreignent la loi* », selon le communiqué.

Ces mesures font partie d'une vaste réforme du gouvernement travailliste visant à réduire le nombre de migrants arrivant au Royaume-Uni, et à répondre aux critiques qui ont propulsé le parti anti-immigration Reform UK de Nigel Farage en tête des sondages depuis des mois. L'ensemble du dispositif doit être détaillé, lundi, devant le Parlement par la ministre de l'intérieur.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Derrière l'accord « one in, one out », signé entre la France et le Royaume-Uni, des vies de migrants en suspens](#)

« *Ce pays a une fière tradition d'accueil des personnes fuyant le danger, mais notre générosité attire les migrants illégaux à travers la Manche* », a justifié la ministre de l'intérieur, Shabana Mahmood, citée dans un communiqué de son ministère.

« *Un “billet en or” a fait grimper les demandes d'asile au Royaume-Uni, poussant les gens à traverser l'Europe, via des pays sûrs, pour monter à bord d'embarcations de fortune*, dit encore la ministre. *Je vais mettre fin à ce billet en or.* »

Manifestations d'extrême droite

Arrivé au pouvoir à l'été 2024, le gouvernement de Keir Starmer est sous pression quasi quotidienne pour freiner les arrivées de migrants et restreindre leurs droits. Cet été, de nombreuses manifestations ont eu lieu devant des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile, et une manifestation organisée par l'extrême droite, à Londres mi-septembre, a réuni jusqu'à 150 000 personnes selon la police.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Au Royaume-Uni, les manifestations contre les demandeurs d'asile se multiplient](#)

Dans ce contexte, le gouvernement de Keir Starmer a promis de faire baisser le nombre de migrants qui traversent la Manche à bord d'embarcations de fortune. Sans succès pour l'instant.

Depuis le 1^{er} janvier, 39 292 personnes ont débarqué sur les côtes anglaises à l'issue de cette périlleuse traversée, un chiffre qui dépasse celui de l'année 2024 (36 816). Par ailleurs, les demandes d'asile ont augmenté de 18 % en 2024 au Royaume-Uni, alors qu'elles baissaient de 13 % dans l'ensemble de l'Union européenne sur la même période, selon les chiffres du gouvernement. Plus de 400 000 demandes ont été enregistrées depuis 2021, contre 150 000 sur la période 2011-2015, toujours selon les chiffres officiels.

Modèle danois

Pour le gouvernement, l'objectif est clair : rendre le Royaume-Uni moins attractif. Le ministère a souligné s'être inspiré de l'exemple danois pour ces réformes. Ce pays scandinave de 6 millions d'habitants, dirigé par les sociaux-démocrates depuis 2019, défend une politique stricte en matière de droit d'asile. Les réfugiés y obtiennent ainsi un permis de séjour, généralement de deux ans renouvelable, mais sont encouragés à prendre le chemin du retour dès que les autorités estiment que le besoin de protection a disparu. Le regroupement familial y est aussi soumis à des exigences strictes, dont des tests de langue pour les nouveaux arrivants.

Ces dernières semaines, des hauts fonctionnaires britanniques se sont rendus au Danemark afin d'étudier dans le détail ce système et de voir les mesures applicables au Royaume-Uni.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Au Royaume-Uni, l'extrême droite mobilise grâce à la crise de l'asile : « Je ne veux plus payer pour eux »](#)

La restriction de la protection des réfugiés était une mesure jusqu'ici défendue par Reform UK. Le parti de Nigel Farage avait annoncé qu'en cas d'arrivée au pouvoir il obligerait les migrants – y compris ceux déjà régularisés – à demander un visa tous les cinq ans. Mais la gauche du parti travailliste s'était dite opposée à de telles restrictions et avait prévenu que le parti, au plus bas dans les sondages, y perdrat de nombreux électeurs.

Le Monde avec AFP